

# ECHOS DU RESEAU

Mensuel électronique du réseau CREPA



N° 49 Juillet 2009

## ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE : LES EXCRETA HUMAINS RENDUS UTILES

Des urines et des fèces sont hygiénisés et transformés en engrais naturels. Cela se passe à Ouagadougou grâce au Projet d'assainissement écologique (EcoSan) dans les quartiers périphériques de la ville. Et le système permet à de nombreux ménages pauvres d'accéder à un ouvrage d'assainissement au coût subventionné de 43 000 F CFA. Sains, écologiques, les sous-produits des latrines EcoSan sont utilisés pour doper la production agricole au grand bonheur des maraîchers qui n'en demandent pas mieux. Reportage au cœur d'une approche qui transcende les tabous et les préjugés.

Le Burkina Faso est confronté à beaucoup de problèmes d'assainissement, de santé et de sécurité alimentaire. L'assainissement avec un taux d'accès de 10 % en milieu rural et de 14 à 18 % dans les centres urbains, demeure le maillon faible du système d'approvisionnement en eau potable et assainissement. Ces chiffres montrent que la majorité des Burkinabè n'ont pas accès à des toilettes adéquates. C'est dans ce contexte que l'Union européenne en partenariat avec la GTZ (coopération allemande) et le CREPA ont financé un projet d'assainissement écologique dans les quartiers périphériques de Ouagadougou (secteurs N°17, 19, 27 et 30) à hauteur de 1,5 million d'euros.

La démarche du projet EcoSan consiste à installer des latrines dites EcoSan où l'on sépare les urines des fèces. Ces éléments sont ensuite récupérés, gardés en circuit fermé pour être hygiénisés en vue de pouvoir être utilisés dans l'agriculture moyennant transformation en engrais naturels. Ainsi, à Ouagadougou, l'urine appelée birgkoom et le "caca" se transforment et se récupèrent utilement suivant la formule du célèbre chimiste français Lavoisier : ***"Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme et se récupère"***.

EcoSan constitue à la fois un ouvrage hygiénique d'assainissement et une approche intéressante pour ceux qui utilisent ses sous-produits à des fins agricoles, apprécie le Directeur de l'assainissement (DASS) de l'Office national de l'eau et de l'assainissement, Arba Jules OUEDRAOGO. Ces sous-produits ne présentent aucun risque pour les populations ; et le système fait aujourd'hui des émules dans la capitale. Utilisateurs de latrines EcoSan et des fertilisants, autorités ne cachent pas leur satisfaction des résultats du projet. Christophe B. KABORE est un quinquagénaire résidant au secteur n°27. Utilisateur de latrines EcoSan, il en est très satisfait. "Les latrines EcoSan double fosses à usage alterné sont très bien et propres. De plus, elles offrent une double utilité en ce sens qu'elles sont confortables pour la famille et les excréta servent d'engrais pour le jardinage et l'agriculture", dit-il visiblement content. M. KABORE pense qu'avec ces latrines, rien ne se perd. Bien au contraire, elles éloignent des ménages les odeurs nauséabondes et les boues de vidange. Christophe B. KABORE avoue que sa famille de dix personnes vit désormais dans un cadre sain, loin des odeurs et des désagréments dus jadis aux excréta qui étaient jetés dans la nature. Il confie que c'est grâce à la sensibilisation qu'il a adopté les latrines EcoSan. Comme les latrines de M. KABORE, près de 927 autres ont été installées dans les quatre secteurs d'intervention du projet pour une population estimée à 7 000 âmes. Quatre sites de traitement des excréta pour fertiliser les champs ont vu le jour. Un système de collecte et de gestion des boues de vidange fait son chemin. Plus de 800 maraîchers ont été formés, sensibilisés à l'utilisation du birgkoom (urine hygiénisée), du birgkuèga (fèces hygiénisées) comme fertilisants dans leurs activités de production. Aujourd'hui, les premiers résultats sont très probants, selon des témoignages qui racontent que ces excréta permettent de doubler, voire tripler les rendements. Moumouni DERRA est maraîcher au secteur 27, Wayalgin, de la capitale. Il exploite une parcelle fertilisée à l'aide des excréta humains. Maraîcher convaincu, il est fier des résultats de l'application des urines et fèces hygiénisés dans son jardin de chou. "Quand on apporte le birgkoom après la récolte, il y a des éléments nutritifs qui restent dans le sol. Regardez ! ces choux, je n'ai fait qu'un seul apport mais ils présentent un état végétatif satisfaisant". Pour une planche de chou, M. DERRA dépense 500 F CFA à raison de 100 F CFA, le prix unitaire d'un bidon de 20 litres de fertilisants humains. Par contre, avoue-t-il, "si je devais utiliser l'urée qui coûte 400 F CFA le kg, cela revient à 2 800 F CFA pour sept passages". Avec le birgkoom, M. DERRA accède ainsi à un engrais naturel, moins cher, sain et écologique. C'est aussi le sentiment de Mme SEDOGO née Sophie HEMA qui applique l'approche EcoSan dans son jardin "la Saisonnière". Professeur de sciences de la vie et de la terre à la retraite, elle produit des choux, de la salade, des courgettes, des amatis, de l'oseille, du haricot à Bendogo depuis janvier 2009 Elle se dit aussi satisfaite des résultats.

Visite du site d'hygiénisation de l'urine au secteur 27 de Ouagadougou



Visite d'un champ fertilisé au birgkoom (Urine hygiénisée)

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,

E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)

“Les fruits sont plus gros, les plantes sont mieux entretenues. Le birgkoom sert aussi d'insecticide parce que les plantes enrichissent le sol. Les fertilisants chimiques sont cher, 300 F CFA/kg contre 100 F CFA le bidon de birgkoom pour les mêmes surfaces”, observe Mme SEDOGO. Et de poursuivre que “l'approche EcoSan permet de produire sain et à coût réduit. Nous croyons à EcoSan qui peut réduire la pauvreté des 60 femmes de la Saisonnière”. Mme Valérie KAFANDO, jardinière à la Saisonnière partage ce point de vue. Pour elle, “EcoSan nous a beaucoup apporté. Il y a un changement, les sols sont devenus plus fertiles”. Le président de l'Union nationale des producteurs de coton est conscient de l'utilité des excréta dans l'agriculture. Selon François TRAORE, dans le temps, c'est là où déféquaient les gens, qu'on cultivait le maïs. “On sait que c'est utile. Mais, il faut adapter cette technologie à un coût moindre pour que les paysans comprennent comment l'utiliser et l'avoir. Je n'ai pas de latrines EcoSan mais je connais l'intérêt. Autrement, on est prêt à l'utiliser”, confie M. TRAORE. En effet, les tests comparés montrent que les parcelles traitées aux fertilisants naturels donnent des rendements deux fois meilleurs que celles à l'engrais chimique.



Application du birg koom (l'urine hygiénisée) dans un champ de choux

### “UNE VALEUR AGRONOMIQUE CERTAINE

“L'approche EcoSan propose de l'engrais à moindre coût, facilement accessible aux pauvres maraîchers qui n'ont pas d'argent pour faire face à la montée des prix des intrants agricoles”, explique le coordonnateur du projet EcoSan, Anselme VODOUNHESSI. “La valeur agronomique des deux fertilisants (birgkoom et les fèces hygiénisés, birgkuèga) est certaine. On peut dire que le birgkoom est plus ou moins comparé à l'équivalent de l'urée. On peut considérer que c'est un engrais azoté mais à la différence qu'il est seulement liquide donc contenant de l'eau. Cela fait que les éléments nutritifs qu'il contient sont immédiatement disponibles pour la plante. En termes de concentration, il est très riche en azote, 40g/l et surtout en phosphore, potassium et en oligo-éléments”, précise de son côté, Moussa BONZI, agronome du projet EcoSan. Au-delà de l'ouvrage, EcoSan constitue une approche. “Ce n'est pas seulement l'ouvrage mais une approche c'est-à-dire l'utilisation des sous-produits à des fins agricoles. C'est une bonne chose pour le développement de l'agriculture maraîchère. EcoSan est une approche innovante qui vient élargir la gamme technique existante utilisée pour permettre aux populations d'avoir un ouvrage d'assainissement”, reconnaît le directeur de l'assainissement de l'Office national de l'eau et de l'assainissement, Arba Jules OUEDRAOGO. Il note qu'EcoSan met à la disposition des usagers, des équipements permettant de ne pas être en contact direct avec les eaux usées, sources de prolifération de moustiques et de maladies diarrhéiques, de paludisme qui constituent la principale cause de mortalité. Soutenant que l'assainissement doit contribuer à améliorer le cadre de vie, M. OUEDRAOGO soutient que l'ONEA a inclus EcoSan dans son plan stratégique pour accroître le taux d'accès à l'assainissement et apporter un plus à la production agricole. Car, l'assainissement constitue un enjeu important en termes de préservation de la santé des populations.

On estime par exemple en 2002, que 2,6 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'assainissement adéquat et que plus de 400 millions vivent au sud du Sahara. Le ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Laurent SEDOGO, reconnaît que la situation de l'assainissement n'est guère meilleure au Burkina. “Ça varie entre les milieux rural et urbain”, dit-il, ajoutant qu'en campagne, sur 10 Burkinabè, neuf n'ont pas accès à des toilettes adéquates Pour lui, cette situation fait en sorte que “nos défis sont énormes parce que nous nous sommes donné comme objectif d'ici à six ans (en 2015) que la moitié des Burkinabè aient accès à des ouvrages d'assainissement. Vous voyez tout le travail colossal que nous avons à abattre”. Lui-même utilisateur de latrines EcoSan, pense que l'approche EcoSan peut donner un coup d'accélérateur à l'atteinte des objectifs. “Nous avons suivi avec beaucoup d'intérêt la mise en œuvre de cet important projet J'avoue que les résultats nous ont édifié”, souligne le ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques.



Application du Birgkoom (urine hygiénisée)

Il se convainc alors que cette approche et les technologies mises en oeuvre pourraient permettre “d'accélérer l'atteinte de nos objectifs en ce sens qu'il faut parfois aller puiser ces questions d'assainissement dans le vécu quotidien. C'est vrai qu'il y a des aspects culturels mais il y a aussi parfois les limitations dues à l'intérêt que les gens éprouvent”. Et le CREPA souhaite voir le gouvernement s'approprier l'approche écologique de sorte à “réussir à faire du pays, une vitrine pour les autres pays africains”, plaide le Directeur Général du CREPA, Cheick Tidiane TANDIA. Pour lui, le projet EcoSan attire déjà l'attention d'une grande audience internationale : “Nous recevons régulièrement des pays de la sous-région tels le Niger, le Togo, le Mali, le Ghana, le Cameroun et le Gabon”. D'ailleurs, le CREPA prône désormais une vulgarisation à grande échelle de l'assainissement écologique. “Il est démontré qu'une personne produit en moyenne 500 litres d'urines et 50 litres de fèces par an, équivalant à 7,5 kg de NPK suffisant pour produire 230 kg de céréales, assez pour nourrir la même personne, toute l'année.

**ECOSAN, ASSAINIR ET  
PRODUIRE PLUS**

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,  
E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)

En termes économiques, la valeur fertilisante d'excréta produite par une personne dans l'année est d'environ 3500 F CFA. Par extrapolation, cela reviendrait à 49 milliards de F CFA de gagnés en intrants agricoles par an si tous les Burkinabè adoptait l'approche EcoSan", explique M. TANDIA. Une vision que le ministère de l'Agriculture relativise. "Ça c'est le raisonnement mathématique très théorique. Vous savez en agriculture, aligner les chiffres ne veut rien dire. Parce que si vous alignez vos chiffres et que les gens ne sont pas convaincus qu'il faut le faire, vos chiffres resteront dans les tiroirs", analyse le ministre, Laurent SEDOGO. Cela pose le défi de la mobilisation des populations à adopter cette technologie dans la mesure où de nombreux tabous et préjugés entourent les excréta humains. Si je ne sais pas oui, autrement je ne vais pas consommer des produits dérivés de l'approche EcoSan, s'insurge Bachirou NANA, un Ouagalais. "Pour accrocher, il faut sensibiliser. Les décrets pour dire que c'est bien ne suffiront pas. Il faut que les gens trouvent un intérêt effectif à le faire", martèle le ministre. Il convient de trouver localement les matériaux les moins chers et les mieux adaptés à la vulgarisation des latrines EcoSan. C'est ainsi que nous économiserons nos 49 milliards de F CFA, estime Laurent SEDOGO : "Je leur demande que cet aspect soit pris en compte à savoir une technologie adaptée au niveau réel de nos populations". Pour autant, EcoSan a permis de faire un bond qualitatif dans l'accès des populations à l'assainissement.

## LE DEFI DE LA VULGARISATION

Les Nations unies ont inscrit dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la réduction de moitié, du nombre de personnes n'ayant pas accès à un assainissement adéquat. Au Burkina Faso, le Programme national d'approvisionnement en eau potable et assainissement est l'instrument de mise en oeuvre de cet objectif. Le projet EcoSan qui prend fin le 25 juin prochain a contribué à l'atteinte de cet objectif avec la réalisation de 927 ouvrages d'assainissement écologique en une année et demi au profit de plus de 6500 habitants couverts. Il a aussi permis de former 107 artisans à la technique de construction de latrines EcoSan donnant ainsi de l'emploi aux jeunes. "Ce projet a permis la création d'emplois et de revenus. Toute chose qui contribue à la réduction de la pauvreté tout en améliorant le cadre de vie", s'est réjoui le directeur de la propreté de la mairie de Ouagadougou, Sidi Mahamadou CISSE. Il souligne qu'au départ du projet, des citoyens étaient réticents à adopter l'approche EcoSan. Mais, poursuit M. CISSE, au vu des résultats, ce projet est à soutenir, exprimant ses regrets de la voir finir. "Nous ne pouvons que nous réjouir de tels résultats.

Mais, il serait dommage que l'assainissement écologique en milieu urbain se limite à ces quelques ouvrages, étant donné ses multiples avantages", déclare le Directeur Général du CREPA. "Le problème, c'est parfois l'entretien. Mais pour entretenir, il faut que l'usager trouve un intérêt", renchérit le ministre chargé de l'Agriculture précisant que les questions d'assainissement sont "un peu" tabous chez les Burkinabè. "On ne veut pas en parler. C'est discret", commente-t-il. C'est pourquoi, il estime que l'ouvrage d'assainissement doit faire le lien entre les aspects sanitaire, écologique et surtout économique : "Cela peut changer la donne". M. SEDOGO observe, de ce fait, que l'approche EcoSan offre un double gain. "Evidemment, on atteint l'aspect écologique, assainissement en résolvant un problème économique puisqu'au plan agricole, les produits de ces toilettes peuvent être recyclés et utilisés pour pouvoir augmenter la productivité. Là, je crois que cela va certainement accrocher". Toutefois, le ministre SEDOGO qui a visité plusieurs installations souligne qu'il y a quelques couacs, notamment économiques à résoudre. En fait, le défi majeur est de faire en sorte que la technologie soit la moins onéreuse et la plus durable possible. "C'est cela notre souci", dit-il, arguant qu'à partir "du moment où on va trouver les meilleurs mécanismes pour construire des toilettes EcoSan à des coûts très réduits, d'un usage et un entretien faciles pour les populations, on va pouvoir les disséminer très facilement". Pour l'heure, les discussions entre le ministère de l'Agriculture et le CREPA portent sur le type de matériaux appropriés à utiliser pour vulgariser le plus large possible l'approche EcoSan en milieu paysan où les gens ont des revenus modestes. Un défi que la communauté scientifique et les politiques se doivent de relever dans une synergie d'action afin que les Burkinabè ne bafouent plus leur dignité en se "mettant à l'aise" dans la nature.

Source : lefaso.net, auteur : S. Nadoun COULIBALY, e-mail : [cou\\_nad@yahoo.fr](mailto:cou_nad@yahoo.fr)

## ECHOS DU RESEAU

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Cheick Tidiane TANDIA  
Directeur Général du CREPA

### REDACTRICE EN CHEF

Marie Yvette KANZYOMO

### COLLABORATEURS

TRAORE DIENG Yacine  
KAMBOU KADIO Kabou  
ZARE Souleymane

Contacts : Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08  
E-mail : [reseauCrepa@reseauCrepa.org](mailto:reseauCrepa@reseauCrepa.org)  
Site web : [reseauCrepa.org](http://reseauCrepa.org)

**ECOSAN, ASSAINIR ET  
PRODUIRE PLUS**

**CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT**

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,  
E-mail : [reseauCrepa@reseauCrepa.org](mailto:reseauCrepa@reseauCrepa.org)

Site Web : [reseauCrepa.org](http://reseauCrepa.org)

## UTILISATION DES SOUS PRODUITS DE L'ASSAINISSEMENT EN AGRICULTURE : L'APPROCHE ECOSAN FAIT DES EMULES DANS LE KOURITTENGA.

Un atelier a réuni les membres de l'équipe du « *Projet d'amélioration de la productivité agricole par l'utilisation des excréta humains hygiénisés comme fertilisants dans 30 villages de la province du Kourittenga* » (Ecosan\_UE2) et ses partenaires, du 02 au 05 mars 2009 dans la ville de Koupèla, au BURKINA FASO. Cette rencontre visait entre autres la validation des études sur l'état des lieux, les prototypes de collectes en phase d'adaptation aux réalités de la province et le plan de communication/capitalisation pour l'ensemble des actions du projet.

S'inspirant des expériences antérieures dans le domaine de l'assainissement écologique, le Projet du kourittenga (Ecosan\_UE2), est conscient que seule une bonne maîtrise des connaissances agronomiques, socio-économiques et culturelles de la zone d'intervention peut permettre une mise en œuvre efficace des activités. Pour ce faire, de juin à juillet 2008, des études de base sur ces différents aspects ont été menées et il ressort que 76,1% des dépenses dans les ménages de la province sont consacrés à l'alimentation contre 23,9% pour l'habitat. Il ressort également que dans l'ensemble des villages enquêtés, 51,7% des ménages ne disposent pas de latrines, contre 48,3% (avec 3% de latrines modernes et 45% de latrines traditionnelles). Les études révèlent en outre que le banco est le matériau le plus utilisé pour la construction des latrines (71,4%). Vient ensuite le semi-dur avec 28,6%. Les études se sont également intéressées à l'état de propreté des latrines et l'on retient les statistiques suivantes : 47,2% (propre), 25,6% (acceptable) et 27,2% (sale).

Quant au mode d'acquisition des latrines, bien que plus de la moitié des ménages contribuent financièrement, on note aussi qu'une partie non négligeable (31,4%) contribue à travers l'apport en matériels. Ces contributions des ménages varient d'une commune à l'autre. Dans les familles qui disposent de latrines, 27% des enfants ne les utilisent pas. Deux raisons sont avancées : le manque de sécurité pour ces deniers ou leur méconnaissance du mode d'utilisation des latrines. Lorsqu'il s'agit de vidanger les latrines, 75% des familles qui en disposent le font manuellement, et 18,75% le font de façon mécanique.

A la question de savoir s'ils ont l'intention de construire une autre latrine, 63% des ménages répondent par l'affirmative.

### ECOSAN UNE APPROCHE QUI ATTIRE

Depuis l'avènement du projet au Kourittenga, bon nombre de ménages enquêtés ne cachent pas leur intention de construire des latrines EcoSan. Selon eux, ces latrines seraient une source de production de fertilisants pour leurs cultures. En effet, 72,4% des ménages enquêtés avouent connaître la valeur des fertilisants EcoSan.

Avant même la fixation du coût d'acquisition de ces « *latrines productrices d'engrais* », deux sources de financement ont requis l'assentiment des populations enquêtées. Il s'agit de la **cotisation familiale (41,6%)** et du **crédit (41,0%)**. Mais au regard de leur situation financière qui ne leur permet pas de déboursier directement de l'argent pour l'acquisition ces latrines, 78,5% des ménages déclarent souhaiter adhérer à un système de microcrédit pour la construction de cette technologie.

Pour un meilleur rendement de leurs cultures, 98,9% des ménages se disent en effet prêts à utiliser la cendre dans les latrines et 99,1% se disent disposés à respecter le temps d'hygiénisation des excréta humains.

L'on retient également que la presque totalité des ménages enquêtés affichent leur volonté à stocker les excréta, à les transporter ou à consommer les produits issus de la fertilisation EcoSan. Selon le Dr Badiori OUATTARA de l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA), « La possibilité d'utiliser les sous-produits de la latrinisation comme fertilisants constitue un élément clé de l'engouement qu'elles portent à ce projet. Ceci est dû à la forte sensibilisation menée autour du projet ».

### ATELIER DE VALIDATION

C'est dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (DPHARH) du Kourittenga que se sont déroulés les travaux de cet atelier. Une rencontre qui intervient précisément au deuxième jour de l'an 2 de la mise en œuvre d'Ecosan\_UE2. En effet, le compteur de ce projet (d'une durée de 3ans) est officiellement en marche depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008. Faisant aussi suite à l'étude sur l'état des lieux des trente (30) villages d'intervention du projet, la rencontre offrait donc l'opportunité à l'ensemble des parties prenantes, de discuter des résultats de cette étude. A cet effet, dans son mot de bienvenue aux participants, le Coordonnateur du projet a, déclaré que les informations reçues lors de la préparation de l'étude des différents services ont démontré leur niveau d'implication dans le projet. Et le Dr BONZI d'ajouter, à l'adresse des participants, surtout les maires des communes, que : « les discussions portant sur les conclusions de cette étude d'état des lieux nous permettront d'identifier les problèmes et de prendre, ensemble, une décision pour réussir les prototypes de latrines que nous voulons mettre en place. Le projet veillera à l'application des recommandations de l'atelier ».



Vue partielle des participants : au 1<sup>er</sup> plan, les maires des Communes du kourittenga (zone du projet)



Visite d'un champ de choux fertilisé avec le Birg koom dans le KOURITTENGA

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,

E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)

Une interpellation, on ne peut plus claire à l'intention des élus des zones d'intervention du projet afin qu'ils se prononcent, sur le contenu du document de l'état des lieux. Le processus de décentralisation faisant de ces derniers, les premiers responsables de la gestion du secteur de l'assainissement, voire de l'approche EcoSan dans leur localité respective, il était tout à fait indiqué de les impliquer dans le processus, afin d'assurer la pérennité des actions du projet. A l'image de leur collègue de la commune rurale de Daltenga, les maires n'ont pas hésité à relever certaines préoccupations quant à la bonne marche du projet. Des préoccupations relatives à la capacité financière des ménages à acquérir les latrines même si elles en ressentent le besoin, les risques de non respect du processus notamment le temps d'hygiénisation des excréta, etc. A toutes ces questions, l'équipe du projet a apporté des réponses afin de lever toutes les inquiétudes des participants.

Au cours de cet atelier, les participants ont pu, grâce à un exposé fait par Karim SAVADOGO du CREPA-Siège, s'imprégner des prototypes de latrine (**la latrine double fosses en parpaing, en banco, la latrine « fossa alterna » et la latrine mobile type box**). Sur la base du coût, des avantages et des inconvénients, l'équipe du projet, les partenaires et les bénéficiaires ont retenu les deux options que sont la latrine double fosses vietnamienne en banco et la latrine double fosses vietnamienne en dur.



Visite des champs par les autorités communales de la Province du KOURITTENGA

Le coût total de la latrine double fosses en parpaing étant de 131 075 frcs CFA, la subvention du projet s'élèvera à 79 225 frcs (60,4%) et la contribution du ménage estimée à 51,850 frcs (39,6%) dont 33.000 frcs en espèce et le reste en nature. Quant à la latrine en banco, son coût de construction est estimé à 115 025 frcs CFA. L'acquisition de ce type de latrine est subventionnée à hauteur de 84,725 frcs CFA (73,7%). La contribution financière du ménage bénéficiaire est de 30 300 frcs CFA (26,3%) dont 9 600 en espèce et le reste en nature. Ces coûts d'acquisition des latrines ont été arrêtés de commun accord avec l'ensemble des parties prenantes au projet. Elles ont aussi convenu des procédures d'acquisition des ouvrages (voir encadré).

La communication étant un élément indispensable pour le succès de cette nouvelle approche au Kourittenga, Mme KANZYOMO Marie Yvette, communicatrice au CREPA, a fait une présentation de la stratégie qui sera mise en œuvre pour accompagner et rendre visible toute l'action et l'impact du projet.

### PROCEDURE D'ACQUISITION DES LATRINES

Le projet Ecosan\_UE2 envisage la construction de 1050 latrines pour l'ensemble des 30 villages qu'il couvre. Conscient que la demande est fortement supérieure à l'offre qu'il peut faire aux potentiels bénéficiaires, de commun accord avec tous les participants à l'atelier, le projet a arrêté les critères suivants pour l'acquisition des latrines par chaque bénéficiaire : - Comprendre le concept EcoSan ; - Avoir une famille de taille acceptable ; - Etre capable de mobiliser dans les délais requis la contribution attendue ; - Accepter le dispositif de suivi mis en place par le projet ; - Répondre à la dispersion spatiale souhaitée des ouvrages ; - S'engager à travers une contractualisation avec le projet.

### QUELQUES REACTIONS A L'ISSUE DE LA RENCONTRE

**Simplice DAMBRE** : Maire de Koupèla

« Depuis un an, EcoSan appuie toutes les communes de la province du Kourittenga à travers la sensibilisation et les actions de promotion des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'amélioration des rendements agricoles à travers des fertilisants EcoSan. Cet atelier nous a permis de choisir les types de latrines adaptés à la province dont le projet pourra appuyer la construction dans les 30 villages. Sur les périmètres maraichers, nous avons constaté que le Birgkoom est non seulement très profitable mais aussi, on peut l'acquérir facilement. Vu le contexte de la vie chère, cela peut beaucoup profiter à nos populations démunies. En tant que maire, nous comptons appuyer le projet à sensibiliser les populations des villages concernés. Aussi, nous nous attellerons à vulgariser l'approche EcoSan au niveau des populations des autres villages non concernés pour qu'un jour, tout le Kourittenga mette en pratique la technique



M. Simplicien DAMBRE,  
Maire de KOUPELA

**Paul Marie SOUBEIGA** : Responsable chargé de participation communautaire et de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement au district sanitaire de Koupèla. « Nous apprécions la tenue de cet atelier à sa juste valeur. Il a été l'occasion pour l'ensemble des parties prenantes d'échanger sur des questions d'importance afin d'avancer dans le bon sens. Sur le terrain, nous avons constaté que les résultats enregistrés par les producteurs sont très tangibles. Le rendement des cultures fertilisées à l'urine hygiénisée est fort remarquable et nous ne supportons pas de dépenses supplémentaires. Cette approche est à encourager et nous espérons que l'expérience de certains maraichers servira d'exemple aux autres producteurs de la province ».

**Emmanuel SAWADOGO** : Ingénieur d'élevage au Programme d'appui à la gestion du fonds de développement local.

« J'apprécie la démarche du projet qui a consisté à impliquer d'autres acteurs intervenant au niveau des mêmes cibles. Cette synergie devrait favoriser des résultats appréciables sur le terrain. Je souhaite que le projet continue d'associer les autres partenaires et d'intégrer les acteurs des conseils municipaux qui doivent être aux côtés des populations pour impulser le développement dans leurs localités. Il est aussi nécessaire d'accentuer la sensibilisation des populations à la base sur les objectifs du projet, de même que les résultats attendus. Les résultats vus sur les sites maraichers tranchent avec les habitudes des producteurs. Cela va permettre d'améliorer non seulement la productivité agricole mais aussi l'économie familiale dans la région.

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,

E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)

# CONVENTION



## LE CREPA et L'INSTITUT INTERNATIONAL D'INGENIERIE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT (2iE) (Ex. EIER ETSHER)

Une Convention de sous-traitance lie depuis un an, les 2iE au CREPA et ce, dans le cadre du Contrat de Subvention qu'il a passé avec la Commission de l'Union Européenne pour le projet dénommé « Renforcement des capacités des collectivités, de la société civile, des secteurs privé et public dans les pays d'Afrique sub-saharienne », Programme Facilité ACP-UE pour l'Eau, Contrat no. 9 ACP RPR 50/2.

A ce titre, deux Experts du CREPA ont été mis à la disposition de 2iE, respectivement : - dans le domaine de la Gestion Décentralisée des Services d'eau Potable et d'Assainissement, Monsieur Jean Claude SOMDA en est le responsable et pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, Mme Félicité CHABI-GONNI.

Après une phase d'analyse des besoins en formation dans chacun des pays concernés, des sujets précis de modules de formation ont été définis et progressivement élaborés. Pour le volet « Décentralisation » quatre pays sont concernés : il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun et du Sénégal.

L'Expert désigné par le CREPA doit contribuer à l'élaboration des modules de formation, à leur mise en œuvre et à la rédaction ultérieure d'un manuel technique sur la décentralisation des services d'eau potable et d'assainissement. Il convient de signaler que le CREPA est par ailleurs responsable, via ses Représentations Nationales dans tous les pays cibles autres que le Burkina Faso, d'organiser les aspects suivants liés à la réalisation des sessions de formation décrites dans le contrat principal entre le 2iE et la CE :

- ✚ -Mise à disposition d'un véhicule pour le déplacement des participants et des Experts ;
- ✚ -Location d'une salle de formation équipée ;
- ✚ -Fournitures de papeterie et reprographie des documents pour les participants aux formations ;
- ✚ -Organisation des pauses-café et des déjeuners ;
- ✚ -Assistance sur l'invitation et les réservations d'hôtel des participants et des Experts.

Plusieurs sessions de formation ont été réalisées au bénéfice de diverses catégories d'acteurs décisionnels, chargés de la gestion et opérationnels notamment au Burkina et au Bénin. La dernière en date est celle organisée dans la commune de Bohicon du 13 au 22 juillet 2009 à l'intention de 21 acteurs opérationnels (artisans réparateurs de pompe, maçons spécialisés en ouvrages d'assainissement et membres d'ONG locales de gestion des ordures ménagères).

Dans le cas du Bénin, le Directeur résident M. YADOLETON et son équipe de cadres ont démontré une grande capacité d'organisation et d'accompagnement pédagogique de la série des sessions qui y ont été programmées au cours de cette année 2009. Son expérience ne pourra que faciliter le travail dans les autres pays bénéficiaires.

Jean Claude SOMDA : [somda.jean@reseaucrepa.org](mailto:somda.jean@reseaucrepa.org)

## NOUVELLES PUBLICATIONS

CREPA/CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT/BAMAKO/ML

**ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE (ECOSAN) : MANUEL DE L'UTILISATEUR.** - Bamako (ML): CREPA Mali, 2009.- 16 p. - photos.

Le manuel présente le concept de l'assainissement écologique (ECOSAN) ainsi que ses avantages. Il décrit les différents types de latrines, les plans et les dimensions des ouvrages de même que les techniques d'entretien et d'utilisation des produits EcoSan dans l'agriculture. Enfin, vous trouverez dans le présent manuel des éléments pour une estimation quantitative des matériaux destinés à la construction desdits ouvrages. Il se veut un véritable outil pour la construction, l'exploitation et l'entretien des latrines EcoSan.

Contact : Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement du Mali BP E 344 Bamako Tél. /Fax : (223) 20 20 20 39 Cél. : (223) 66 71 01 28

[crepa-mali@reseaucrepa.org](mailto:crepa-mali@reseaucrepa.org) [crepamali@afribone.net.ml](mailto:crepamali@afribone.net.ml)

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,

E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)

**PROGRES EN MATIERE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT: VOLET SPECIAL SUR L'ASSAINISSEMENT = PROGRESS ON DRINKING WATER AND SANITATION: SPECIAL FOCUS ON SANITATION. - GENEVA (CH): UNICEF; OMS, 2008. - 54 P. - ILL., CARTE. - ISBN: 978 92 4 156367 3**

Ce rapport présente les progrès mondiaux accomplis vers la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à l'eau potable et à l'assainissement, et analyse ce qu'indiquent ces tendances pour le reste de la Décennie de l'eau pour la vie 2005-2015. Il fait d'abord un point de la situation actuelle et évalue les progrès accomplis vers la cible fixée dans les OMD à cet égard. Le rapport présente également une évaluation séparée des progrès accomplis aux niveaux mondial, régional et national en utilisant une « échelle de l'assainissement », une nouvelle façon d'analyser les pratiques d'assainissement, qui met en lumière les tendances à utiliser des installations sanitaires améliorées, en commun et non améliorées, et à pratiquer la défécation en plein air. Les tendances de la couverture en eau potable sont présentées sous une forme similaire. Elles sont ventilées sur une « échelle de l'eau potable » qui indique le pourcentage de la population mondiale qui a accès à l'eau courante (branchement domestique à un réseau d'adduction d'eau parvenant jusque dans une habitation, une cour ou une parcelle), à d'autres types de point d'eau améliorés et à des points d'eau non améliorés. De nouvelles données sont également présentées sur le temps nécessaire pour s'approvisionner en eau potable. Elles montrent la proportion de personnes qui passent plus de 30 minutes par trajet et qui, de ce fait, ne peuvent pas transporter suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins quotidiens. En outre, les données d'enquête sur les personnes généralement chargées de la corvée d'eau sont présentées de façon à montrer la répartition entre femmes, hommes, filles et garçons. Enfin, ce rapport offre une nouvelle perspective sur les progrès accomplis. Les estimations par pays, régionales et mondiales qui commencent à la page 41 montrent la proportion de la population ayant bénéficié d'un point d'eau amélioré et d'une infrastructure d'assainissement améliorée depuis 1990. Il s'agit de déterminer les pays qui ont accompli des progrès importants malgré des obstacles majeurs, avec notamment un faible taux de couverture en 1990, un rythme élevé de croissance démographique, ou les deux.

Source : [http://www.wssinfo.org/pdf/JMP\\_08\\_fr.pdf](http://www.wssinfo.org/pdf/JMP_08_fr.pdf)

Vacances au CREPA du  
31 juillet au 1<sup>er</sup> Septembre 2009, un service  
minimum est néanmoins assuré

Que vous jetiez l'Océan ou un verre d'eau sur le trou d'une aiguille,  
il n'y passera toujours qu'une goutte d'eau.

*Jules Renard*

**POUR VOS CONTRIBUTIONS ET SUGGESTIONS, ADRESSEZ A :**  
[Kanzymo.marie@reseaucrepa.org](mailto:Kanzymo.marie@reseaucrepa.org) ou [marie\\_yvette2001@yahoo.fr](mailto:marie_yvette2001@yahoo.fr)

Site web: [www.reseaucrepa.org](http://www.reseaucrepa.org)

CENTRE REGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT A FAIBLE COUT

Siège : 03 BP 7112 Ouagadougou 03 Burkina Faso, Tél. : + 226 50 36 62 10 / 11, Fax + 226 50 36 62 08,  
E-mail : [reseaucrepa@reseaucrepa.org](mailto:reseaucrepa@reseaucrepa.org)

Site Web : [reseaucrepa.org](http://reseaucrepa.org)